



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Marseille, le 09 JAN. 2017

Dossier suivi par : Mme MOUGENOT
04.84.35.42.64.

N° 2016-489-MED

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE à l'encontre de la société Acier Provence Recyclage située à Fos sur Mer (13270)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95-228/176-1194A du 28 septembre 1995 délivré à la société COMETHERM (devenue Acier Provence Recyclage)
Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-135 PC du 22 juin 2015 portant prescriptions complémentaires dans le cadre de la mise en place des garanties financières pour la société Acier Provence Recyclage, située sur la commune de Fos-sur-Mer,
Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 décembre 2016,
Vu le courrier du 5 décembre 2016 adressé à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire,
Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 28 décembre 2016,

Considérant que la société Acier Provence Recyclage est autorisée par arrêté du 28 septembre 1995 à exploiter une installation de traitement de ferrailles en provenance d'incinérateurs d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer,

Considérant que lors de la visite du site en date du 7 septembre 2016 l'inspecteur de l'environnement a constaté la non transmission au Préfet de l'attestation de constitution des garanties financières prévues à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2015 susvisé,

Considérant que les engagements pris par la société Acier Provence Recyclage, dans son courrier du 26 septembre 2016, de transmettre ladite attestation sous deux mois n'ont pas été respectés, constituant ainsi un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2015 susvisé,

Considérant ainsi qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions applicables à une installation classée, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

.../...

ARRÊTE

Article 1 :

La société Acier Provence Recyclage, dont le siège social est sis Chez Martin Recycling – 5 rue Pleyel – 93200 Saint-Denis, exploitant une installation de traitement de broyage de ferrailles sur le site d'Arcelor Mittal sur la commune de Fos-sur-Mer est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-135 PC du 22 juin 2015 en communiquant au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société Acier Provence Recyclage et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Istres,
 - Le Maire de la commune de Fos sur Mer,
 - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 09 JAN. 2017

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Maxime AHRWEILLER